



RENDU EXECUTOIRE LE

31 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230330-23_A_SE_0217-AR



DGAS

Service des Etablissements

39 Rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0217

du 30 MARS 2023

Portant modification pour l'année 2023
de la dotation globale de fonctionnement
de l'E.A.N.M. « Foyer de vie Le Logis de la
Cour » pour adultes handicapés vieillissants, à
Jazeneuil et géré par l'Association AUDACIA

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU le décret n° 2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par le Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie au titre de l'article 43 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 16 décembre 2022 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0175 du 19 mai 2021 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à AUDACIA pour le fonctionnement de l'E.A.N.M « Foyer de Vie le Logis de la Cour » pour adultes handicapés et vieillissants à Jazeneuil ;

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0165 du 8 février 2023 portant fixation pour l'année 2023 de la dotation globale de fonctionnement du Foyer de vie pour adultes handicapés vieillissants de Jazeneuil, géré par Audacia ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au versement :

- d'une part, pour les revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions de soignants et paramédicales (personnels soignants, aides médico-psychologiques (AMP), auxiliaires de vie sociale (AVS) et accompagnants éducatifs et sociaux), des sommes prévisionnelles pour l'année 2023 sous la forme de dotations mensuelles compte tenu de compensations financières par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), versées par montant prévisionnel et par un montant supplémentaire (le cas échéant) au Département ;
- d'autre part, pour les revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions socio-éducatives, des sommes prévisionnelles pour l'année 2023 impactant la dotation de fonctionnement octroyée à l'Association AUDACIA pour l'année 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le budget global de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyer de vie Le Logis de la Cour », à Jazeneuil et géré par l'Association AUDACIA, est porté pour l'année 2023 à :

119 737,90 €

(dont 1 212 € au titre des revalorisations salariales
pour 0,23 ETP de personnels exerçant des fonctions socio-éducatives)

Sont pris en compte les frais exposés par le Service, à compter du 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 2 : Le budget global du Foyer de vie de Jazeneuil est liquidé sous la forme d'une dotation globale, correspondant à la prise en charge jour et nuit toute l'année de 6 adultes handicapés.

Cette dotation est versée par douzième de la façon suivante :

9 877,16 € du mois de janvier à mars 2023

10 011,82 € d'avril à décembre 2023

Le montant de la dotation pourra être diminué si le nombre de bénéficiaires est inférieur à celui prévu lors de l'élaboration du budget ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée. Ces crédits sont imputables au chapitre 65 fonction 52 nature 65242 du budget départemental.

ARTICLE 3 : A cette dotation correspond un prix de journée par personne de **55,76 €** pour une prise en charge jour et nuit.

Ce prix de journée est opposable aux éventuels ressortissants de départements autres que la Vienne.

ARTICLE 4 : Un prix de journée pour une prise en charge uniquement en journée a également été établi. Il est de **32,87 €**, soit **16,43 €** pour la demi-journée.

ARTICLE 5 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels assurant des fonctions de soignants et paramédicaux, pour l'année 2023, il est alloué à l'Association AUDACIA une dotation prévisionnelle pour un montant de 5 364 € correspondant à 1 équivalent temps-plein (ETP) prévisionnels. Elle s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Montant prévisionnel 2023	Soit mensualité de
860010875	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de vie Le Logis de la Cour"	1	5 364 €	447,00 €

Elle sera versée en une seule fois sous forme de dotation.

Le montant définitif de la compensation desdites mesures salariales sera déterminé sur la base de la moyenne annuelle du nombre d'équivalents temps-plein transmis courant 2023 par chaque établissement et service concernés via les systèmes d'information de la Caisse Nationale de la Solidarité pour l'Autonomie. Il pourra ainsi donner lieu à un complément versé sous forme de compensation de la CNSA en faveur du Département de la Vienne. A l'issue, le Département procédera le cas échéant au reversement correspondant aux établissements et services concernés.

Dans le cas où le montant définitif s'avèrerait inférieur au montant prévisionnel sus-mentionné, le Département de la Vienne se réserve le droit de procéder à une refaction sur le montant prévisionnel qui sera alloué pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 30 MARS 2023

Le Président du Conseil Départemental


 Alain RICHON

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20230330-23_A_SE_0217-AR